

**DOSSIER
D'ENQUETE PUBLIQUE
ADMINISTRATIVE**

**du 14 avril 2025 au 14 mai 2025
(1^{ERE} PARTIE)**

**MISE EN ŒUVRE DE LA
PROCEDURE DE MISE EN VALEUR DES TERRES INCULTES
OU MANIFESTEMENT SOUS EXPLOITEES
SUR
LA COMMUNE DE SAINT-JOSEPH**

**NOTICE EXPLICATIVE DU PROJET
LISTES DES PARCELLES
REVUE DES DISPOSITIONS
LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES**



NOTICE EXPLICATIVE
MISE EN ŒUVRE DE LA
PROCEDURE DE MISE EN VALEUR DES TERRES INCULTES
OU MANIFESTEMENT SOUS EXPLOITEES
SUR
LA COMMUNE DE SAINT-JOSEPH

PREAMBULE

La Procédure de mise en valeur des terres incultes ou manifestement sous exploitées dite des « Terres Incultes » constitue, dans le contexte insulaire de notre Région monodépartementale, un pilier de la politique agricole locale. L'enjeu est crucial puisqu'il s'agit de répondre aux besoins croissants en installation et/ou en agrandissement d'agriculteurs, de permettre le développement des diverses filières de production, d'accompagner l'effort d'irrigation et de subvenir aux besoins alimentaires de la population locale.

Le nouveau dispositif, issu des lois « Développement des Territoires Ruraux » de 2005 et d' « Orientation Agricole » de 2006 organise un transfert partiel de compétences entre l'État et le Département qui plus généralement se voit confier le volet agricole.

Le Département de la Réunion, investi dans ses nouvelles missions « Terres Incultes » décide alors de confier l'animation de cette procédure à la SAFER Réunion.

Cette procédure est essentiellement amiable et se décompose en 2 temps :

- ✎ Une étape de Sensibilisation à l'égard des propriétaires de terres en friche et des exploitants défaillants, basée sur le conseil et l'accompagnement de projets ;
- ✎ Une phase d'Enquête Publique entreprise si aucune mise en valeur n'est observée.

Cette mise en valeur passe par trois moyens : la mise en exploitation des terres, la mise en location des terres ou la vente des terres par ou au bénéfice d'un agriculteur.

La SAFER Réunion proposera également des solutions qui lui sont propres : une aide à la location via l'Intermédiation Locative SAFER, ou l'acquisition des terres en friche en vue de les rétrocéder par la suite à des agriculteurs soumis à un cahier des charges.

En outre, depuis 2016, le Département de la Réunion a mis en place un dispositif exceptionnel d'aide permettant aux propriétaires de bénéficier d'une prime d'un montant de 3 000 €/ha, plafonnée à 20 000€, pour la vente d'un terrain en friche à un agriculteur à titre principal ou à une société agricole ou encore à la SAFER Réunion ou d'une prime d'un montant de 1 500 €/ha, plafonnée à 10 000 €, pour une location à un agriculteur à titre principal ou à une société agricole.

De plus, ces aides peuvent être bonifiées à hauteur de 50 % si le projet est labellisé Agriculture Biologique, soit une prime de 4500 €/ha plafonnée à 30 000 €, pour une vente et 2 250 €/ha, plafonnée à 15 000 €, pour une location.

MISE EN ŒUVRE DE LA PROCEDURE « TERRES INCULTES » SUR LES TERRES EN FRICHE SITUÉES SUR LA COMMUNE DE SAINT-JOSEPH (2021)

Depuis 2021, suite à un recensement des friches sur le territoire de la Commune de Saint-Joseph, le Président du Conseil Départemental après information de la CDAF a prescrit la mise en œuvre des actions de Sensibilisation à l'égard des propriétaires. **541 hectares** étaient alors concernés.

Les actions de médiation conduites par la SAFER Réunion entre 2021 et 2024 ont contribué à la remise en valeur de : **183 hectares** de terres agricoles, dont **149 hectares** de mise en exploitation, **31 hectares** de mise en location et **3 hectares** de vente. **50 hectares** font toujours l'objet d'une sensibilisation alors que **264 hectares** ont été retenus pour un passage à l'enquête publique.

C'est la raison pour laquelle, sur avis de la CDAF en date du 27/11/2024 et au vu de l'état d'inculture ou de sous exploitation toujours manifeste des terres, le Président du Conseil Départemental de La Réunion a requis leur mise à l'enquête publique et la mise en œuvre de la Procédure « Terres Incultes ».

A l'étape de l'Enquête Publique, les propriétaires concernés ou les exploitants défailants des terres en friche se voient de nouveau demander :

- soit de mettre en valeur les terres s'ils sont agriculteurs ;
- soit d'en céder la jouissance via notamment un bail à ferme pour une mise en valeur effective du fonds ;
- soit de les vendre à un agriculteur.

Un certain nombre de documents est également communiqué aux personnes touchées par l'Enquête Publique :

- un extrait du plan cadastral des parcelles en friche,
- la liste des autres propriétaires ou exploitants qui seraient connus de l'administration,
- une fiche d'analyse de l'état d'exploitation des parcelles,
- un projet de cahier des charges des terres qui s'imposera à eux en cas de mise en valeur.

Cette Enquête Publique a pour vocation de porter à la connaissance du public la situation des terres en friche pouvant exister sur le territoire de la commune, de sensibiliser les éventuels ayants droits dont l'administration n'aurait pas eu connaissance, de se faire connaître et de peser sur le choix de la remise en valeur des terres indiquées, de permettre aux agriculteurs intéressés de proposer directement aux propriétaires une offre de location ou d'acquisition de leurs terres en friche et de résoudre la situation d'inculture ou de sous exploitation manifeste de ces terres.

En cas de maintien de l'état d'inculture ou de sous-exploitation manifeste des terres, les propriétaires ou exploitants sont informés qu'ils s'exposent à l'une des mises en demeure prévues aux articles L.181-17 à L.181-22 du code rural et la pêche maritime (CRPM), s'il s'agit d'un propriétaire titulaire du droit d'exploitation, ou encore à une expropriation des terres du propriétaire, prévue à l'article L. 181-23 du même code.

A l'issue de l'enquête, la commission départementale d'aménagement foncier prendra connaissance des réclamations et des observations ainsi que de l'avis du commissaire enquêteur. Elle entendra les intéressés qui l'auront demandé par lettre adressée à son président.

Elle donnera alors son avis sur la liste des terres incultes ou manifestement sous-exploitées, sur l'opportunité de mettre en œuvre la procédure définie aux articles L. 181-15 à L. 181-25 du code rural et de la pêche maritime et sur les projets de cahiers des charges. Elle transmettra enfin ses avis accompagnés de l'ensemble du dossier au préfet et adressera copie de ses avis au président du conseil départemental.

LISTE
DES PARCELLES SOUMISES A
L'ENQUETE PUBLIQUE ADMINISTRATIVE
RELATIVE A LA
PROCEDURE DE MISE EN VALEUR DES TERRES INCULTES
OU MANIFESTEMENT SOUS EXPLOITEES
SUR
LA COMMUNE DE SAINT-JOSEPH

PARCELLES CADASTRALES	SUPERFICIES CADASTRALES	PROPRIETAIRES
AH0043	71a 66ca	MONDON Bernard Augustin Adolphe
AH0146	6ha 09a 00ca	GRONDIN Joseph Michel
AH0147	2ha 25a 00ca	SUCC MOREL Louis Michel
AH0244	93a 59ca	LEBON Francis Emile
AH0245	1ha 02a 43ca	LEBON Francis Emile
AH0302	1ha 03a 55ca	MOREL Arsène Michel
AH0357	3ha 13a 00ca	SUCC MOREL Louis Michel
AH0361	81a 00ca	IND K'BIDI Paul Alfred
AH0455	1ha 03a 00ca	JAVELLE Blanche
AH0461	28a 85ca	IND MOREL/SALVAN
AH0462	26a 99ca	IND MOREL Christophe, Hervé Dominique, SALVAN Marie Rolande
AH0633	1ha 92a 56ca	MICHEL Marie Alexandrine Félicie Edmée
AH0634	1ha 20a 41ca	IND CHATELAIN / MARGUERITE / MICHEL / MARION
AH0647	2ha 80a 77ca	IND CHATELAIN / TEULIERES
AH0650	2ha 90a 25ca	EARL DOMAINE DE MALMANY
AH0651	1ha 29a 66ca	MICHEL Marie Alexandrine Félicie Edmée
AH0652	2ha 79a 78ca	IND CHATELAIN / TEULIERES
AH0688	1ha 68a 47ca	SUCC BEG Mohammad Soliman
AH0689	1ha 63a 44ca	SUCC BEG Mohammad Soliman
AH0691	1ha 13a 15ca	SUCC BEG Mohammad Soliman
AH0710	27a 24ca	IND JAVELLE
AH0718	93a 82ca	IND JAVELLE
AH0783	57a 33ca	MOREL Joseph Gillot
AH0849	59a 24ca	K BIDY Alphonse Iglory
AH0905	54a 59ca	IND CHATELAIN / TEULIERES

PARCELLES CADASTRALES	SUPERFICIES CADASTRALES	PROPRIETAIRES
AH0949	5ha 64a 25ca	EARL DOMAINE DE MALMANY
AH1092	1ha 11a 09ca	MUSSARD Michel Jean Bernard
AH1093	3ha 95a 82ca	JAVELLE Blanche
AL0065	54a 14ca	BOYER Joseph Augustin
AL0066	56a 65ca	SUCC ETHEVE Camille
AL0070	1ha 72a 00ca	ASSING Louis François et Anne Marie Adoraline
AL0071	47a 84ca	SUCC ASSING Louis
AL0408	8ha 13a 05ca	GFA LA CRETE
AL0484	7ha 01a 63ca	TURPIN Jean Fred
AM0072	94a 30ca	IND LEBON / LAURIN / GRENIER
AM0626	44a 09ca	LEBON André Jacky
AM1650	1ha 06a 57ca	FONTAINE Jean Marc
AN0059	34a 20ca	GRONDIN Jean Baptiste
AN0087	65a 08ca	ROBERT Marie Suzelle
AN0090	48a 98ca	IND BIGOT Fred
AN0104	4ha 63a 50ca	BAIL A CONSTRUCTION CHAN CHIT SANG / HOAREAU
AN0108	36a 05ca	BAIL A CONSTRUCTION CHAN CHIT SANG / HOAREAU
AN0112	10a 05ca	BAIL A CONSTRUCTION CHAN CHIT SANG / HOAREAU
AN0113	51a 00ca	IND COUILLARD / FRANCOMME / RIVIERE
AN0114	28a 50ca	BAIL A CONSTRUCTION CHAN CHIT SANG / HOAREAU
AN0115	28a 88ca	IND COUILLARD / FRANCOMME / RIVIERE
AN0116	6a 50ca	LAURET Marie Sylvie
AN0153	95a 50ca	BAIL A CONSTRUCTION CHAN CHIT SANG / HOAREAU
AN0173	3ha 21a 00ca	IND MUSSARD / HOAREAU
AN0211	90a 00ca	Mme Rech Sophie Elisabeth Eugenie et Mme Morel Elodie (Ex propriétaire FRANCOMME Jocelyn et Andrée)
AN0221	43a 82ca	LEBRETON Philippe Yannice
AN0225	18a 93ca	CHAN CHIT SANG Jean Pierre Marc
AN0233	1ha 02a 04ca	MOREL Christophe
AN0296	2ha 08a 36ca	LEBON Guyno
AN0308	40a 28ca	DIJOUX Paul Antoine
AN0312	56a 79ca	FRANCONNE Marie
AN0329	38a 08ca	ETHEVE Jean Mickaël
AN0349	39a 10ca	ETHEVE Joseph Rosaire
AN0378	24a 30ca	IND BOURBIER / EYOUM MOUKALA
AN0380	3ha 10a 18ca	PAYET François Michel et Expédite Nadège

PARCELLES CADASTRALES	SUPERFICIES CADASTRALES	PROPRIETAIRES
AN0383	1ha 20a 87ca	PAYET François Michel et Expédite Nadège
AN0385	1ha 00a 42ca	PAYET François Michel et Expédite Nadège
AN0387	1ha 21a 70ca	PAYET François Michel et Expédite Nadège
AN0429	37a 06ca	ETHEVE Jean Paul
AN0557	88a 86ca	ETHEVE Joseph Rosaire
AO0164	40a 70ca	LEBON Marie Pierrette
AO0232	58a 31ca	IND HOAREAU Rock Antoine
AP0193	46a 35ca	LEBON Jean Joël Edvard
AP0207	2ha 30a 50ca	LEBON Jean Joël Edvard
AP0396	53a 37ca	LEBON Jean Joël Edvard
AP0406	57a 22ca	LEBON Joseph Anould
AP0410	38a 50ca	BRIVOIS Armande Valentine
AP0411	39a 07ca	BRIVOIS Armande Valentine
AR0063	1ha 12a 62ca	MALET Marie Rose
AR0078	1ha 49a 75ca	DEROZIN Denise
AS0144	29a 45ca	HOAREAU Jean Justinien
AS0163	76a 70ca	VIENNE Jean Adalbert
AS0164	1ha 17a 60ca	VIENNE Jean Adalbert
AS0171	47a 60ca	SUCC VITRY Emile
AS0253	24a 65ca	BOULEVARD André Louis
AS0335	60a 55ca	VITRY Mireille
AS0416	39a 93ca	SUCC PAYET Rémy et LEBRETON Fernand
AS0519	27a 01ca	SUCC VITRY Emile
AS0541	1ha 25a 73ca	DESHARBES Sandrine
AT0003	91a 50ca	MOREL Emmanuel Appolinaire
AT0066	67a 80ca	IND DESPROGES / LALLEMAND
AT0171	21a 50ca	IND HOARAU
AT0174	32a 10ca	MOREL Emmanuel Appolinaire
AT0175	42a 20ca	MOREL Emmanuel Appolinaire
AT0227	44a 75ca	IND VITRY Jean Baptiste et Marie Yolande
AT0278	25a 89ca	HOAREAU Marie Cécile Thérèse
AT0287	13a 68ca	FONTAINE Julot
AT0294	40a 10ca	MOREL Emmanuel Appolinaire
AT0316	49a 63ca	IND NATIVEL Sylvie Reine
AT0467	18a 79ca	VITRY Jean Fred
AT0535	79a 18ca	FONTAINE Jean Guy
AT0603	34a 94ca	SUCC VITRY Emile
AV0748	46a 66ca	VITRY Harold
AW0114	1ha 01a 20ca	HOAREAU René Max
AW0180	52a 74ca	GRONDIN Rita Hélène
AW0183	40a 27ca	GRONDIN Hélène Rita
AW0193	90a 43ca	HOAREAU Marie Alette Geneviève

PARCELLES CADASTRALES	SUPERFICIES CADASTRALES	PROPRIETAIRES
AX0216	1ha 60a 95ca	TELEGONE Raymond Pierre
AX0452	75a 36ca	IND MOREL
AX0632	1ha 15a 50ca	IND MOREL Françoise Marie Adrienne, Thierry Jean Anselme, Michel Paul
BC0293	30a 08ca	MALET Marie Elise
BD0122	1ha 58a 40ca	JEANNETTE Louis René
BD0124	1ha 42a 82ca	SEVAMY TAILAMIN Jocelyn
BK0356	52a 55ca	SUCC BOXE Jean Lionel
BK1450	59a 88ca	BARRET Jean Paul
BL0056	36a 50ca	IND AH-THIONE /HOARAU
BL0058	92a 44ca	PAYET Marie Iris
BL0122	1ha 76a 00ca	IND LAURET/LEFEVRE
BL0731	17a 81ca	ALAGUIRISSAMY CARPAYE Nicolas
BL0737	12a 92ca	MUSSARD Marie-Thérèse
BL0738	12a 80ca	GRONDIN Marie Lysie
BL0880	14a 79ca	PAYET Harold
BL0881	13a 99ca	PAYET Jean Pierry
BL0882	61a 29ca	PAYET Rock
BL0957	57a 78ca	LEBON Guyno
BW0758	46a 45ca	DUPONT Elsa Marie
BX0496	37a 69ca	NATIVEL Michel Marie Joseph Denis
BX0497	20a 38ca	NATIVEL Michel Marie Joseph Denis
BX0668	24a 77ca	NATIVEL Michel Marie Joseph Denis
BX1474	38a 94ca	SCI LA MARINE
BX1563	76a 42ca	SUCC AJORQUE Napoléon Henri
BY1295	32a 28ca	BENARD Marie Thérèse Daisy
BZ0064	49a 80ca	PAYET Marie Claudette
BZ0107	48a 70ca	GONTHIER Marie Corine
BZ0129	39a 18ca	GONTHIER Marie Corine
BZ0182	49a 15ca	MUSSARD Antoine Noé
BZ0235	88a 88ca	BARRET Jean Paul
BZ0259	33a 59ca	LEBON Catherine
BZ0262	33a 58ca	PAYET Marc Armand
CD0055	45a 98ca	SUCC LALLEMAND
CE0328	1ha 13a 50ca	FERRIERES Marie Thérèse
CE0342	65a 00ca	MOREL Henri Joseph
CE0359	4ha 16a 75ca	LEBON Guyno
CE0506	31a 27ca	HUET Joseph Elie
CE0528	93a 71ca	HUET Jean Paul Régis et Marie Andrée
CE0647	37a 97ca	LEBON Jeanne Gilette
CE0782	47a 08ca	METRO Joseph Fery et Marie Thérèse
CE0783	47a 42ca	METRO Joseph Fery et Marie Thérèse
CE1382	53a 10ca	GONTHIER Marie Corine
CE1421	42a 33ca	POTIN Marie Camille

PARCELLES CADASTRALES	SUPERFICIES CADASTRALES	PROPRIETAIRES
CE1422	45a 59ca	IND POTIN Marie Anielle
CE1424	54a 80ca	SUCC POTIN Jean Hugues
CE2419	37a 99ca	LEBRETON Patrick Axel
CE2474	1ha 53a 59ca	FONTAINE Jean Marc
CE2534	56a 38ca	SUCC PICARD Francois
CH0179	67a 04ca	LEBON Marie-Andrée Marguerite
CI0008	1ha 26a 10ca	BOYER Michel Nicole
CI0143	2ha 53a 64ca	LEBON Serge André
CI0323	1ha 28a 56ca	IND FONTAINE Claude Edgard
CK0006	42a 90ca	SUCC GRONDIN Octave Germain
CK0010	4ha 54a 60ca	HOAREAU Félix Antoine
CK0016	1ha 53a 50ca	ETHEVE Jacques
CK0017	1ha 47a 30ca	SYNDICAT ECCLESIASTIQUE DE SAINT DENIS
CK0031	34a 10ca	IND HOAREAU / BENARD
CK0034	34a 54ca	CASAL Joseph Jocelyn
CK0171	37a 64ca	IND HUET / HOARAU
CK0172	31a 88ca	IND HUET / HOARAU
CK0212	1ha 67a 46ca	SUCC BOYER Louis Georges
CK0309	62a 66ca	BENARD Marie
CK0653	1ha 32a 02ca	IND SERY / ROBERT / DIJOUX
CL0061	6ha 39a 50ca	GFA LES ACACIAS
CL0144	60a 31ca	LACOMBLED Lucilia
CL0145	36a 13ca	LACOMBLED Lucilia
CL0146	36a 30ca	LACOMBLED Lucilia
CL0147	35a 38ca	ROBERT Marie Thérèse Francine
CL0148	35a 70ca	HOAREAU Marie Théonie
CL0149	44a 39ca	HOAREAU Marie Théonie
CL0193	5ha 14a 30ca	GFA LES ACACIAS
CL0213	1ha 91a 03ca	TURPIN Jean Rémy et Sheila Blandine
CL0224	12a 61ca	CASAL Thérèse Izerte
CL0225	18a 15ca	SERVEAUX Harry Alexis Félix
CL0226	29a 56ca	SERVEAUX Harry Alexis Félix
CL0285	88a 07ca	ROBERT Joël François
CL0337	22ha 74a 54ca	ROBERT David
CN0119	1ha 56a 88ca	NASSIBOU Karl Marius
CN0122	3ha 68a 92ca	NASSIBOU Karl Marius
CO0006	5ha 41a 25ca	GFA FAMILIAL MOINA
CP0082	24a 30ca	LEBON Marthe Alice
CP0085	22a 20ca	IND HOAREAU Marie Hélène
CP0093	70a 27ca	GUICHARD Josselin et Nadine Marie Josée
CP0094	53a 80ca	OLIVAR Michel Pierre
CP0179	56a 53ca	HOAREAU Thérèse Elisette
CP0255	1ha 05a 15ca	SUCC HOARAU Félix
CR0122	39a 40ca	DAMOUR Jackson Fabrice

PARCELLES CADASTRALES	SUPERFICIES CADASTRALES	PROPRIETAIRES
CR0192	58a 10ca	IND MUSSARD / GRONDIN / LALLEMAND
CR0303	43a 04ca	MOREL Joseph Elie Michel
CS0115	23a 40ca	HOAREAU Antoine Iglory et Marie Edith
CS0116	47a 65ca	DAMOUR Raymond François Nemour
CS0304	52a 38ca	HOAREAU Adolphe
CS0306	21a 98ca	VITRY Renaud Thérésien
CS0308	72a 46ca	VITRY Renaud Thérésien
CS0335	72a 25ca	DUCHEMANN Joseph Norbert
CS0349	31a 33ca	DAMOUR Joseph Luc et Marie Andrée
CS0653	52a 59ca	IND ALGUIRISSAMY Camille et Nadine Marie Julietta
CS0735	76a 99ca	BUSSIERE Antoinette
CT0178	28a 62ca	MURAT Joseph Wilson
CT0229	35a 03ca	GUICHARD Boniface
CT0233	2ha 18a 18ca	VITRY Renaud Thérésien
CT0307	48a 30ca	MURAT Joseph Wilson
CT0645	58a 36ca	GARAIOS David Stéphane et Gladys Marie-Andrée
CV0035	1ha 16a 50ca	IND FRANCOMME / VIGNAL
CV0301	78a 00ca	ISSALY Marguerite
CW0312	35a 76ca	IND HOAREAU
CW0343	47a 26ca	IND GALTHIER Benoît
CW0613	15a 33ca	MOUSEL Marie Pierre
CW0614	32a 84ca	GRONDIN Marie Florence
CX0243	2ha 38a 48ca	IND TECHER
CY0056	29a 21ca	LAURET Marie Simone épouse DAMOUR
CY0057	57a 49ca	IND TURPIN
CY0066	65a 28ca	IND TURPIN
CY0244	57a 80ca	IND TURPIN
CY0246	45a 62ca	DAMOUR Marc Antoine et Marie Josée
CY0247	32a 15ca	IND TURPIN
CY0958	67a 37ca	IND LEBON / MASSONNIER
CZ0026	2ha 04a 00ca	SUCC HUET Léonard
CZ0200	32a 05ca	DELAUNAY Victor René
CZ0472	36a 59ca	IND GERMAIN
CZ0688	47a 81ca	IND HUET
CZ0989	17ha 83a 23ca	SUCC HUET Pierre

ENQUETE PUBLIQUE ADMINISTRATIVE

REVUE DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES APPLICABLES AUX ZONES OU SE SITUENT

LES TERRES INCULTES

OU MANIFESTEMENT SOUS EXPLOITEES RECENSEES SUR

LA COMMUNE DE SAINT-JOSEPH

Les législations ou réglementations pouvant concernées les friches objet de la présente Enquête Publique Administrative et notamment leur mise en valeur ont trait à :

I. LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les dispositions relatives à la protection de l'Environnement dans le contexte des friches concernent :

- **Les Législations relatives au défrichement des terres boisées avec des dispositions particulières à l'Outre-Mer et notamment de façon spécifique au Département de la Réunion :**
Il conviendra de se reporter au Nouveau Code Forestier et à ses articles L174-2, L174-12, L374-2, L374-3 et L374-6 ainsi qu'aux articles R174-2, R174-6, R374-2 et R374-3.
- **Les Procédures d'Étude d'Impact d'éventuels projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements :**
Il conviendra de se reporter aux articles L122-1 à L122 et R 122-1 à R122-6 du code de l'environnement.
- **L'Évaluation de certains plans et documents ayant une incidence notable sur l'environnement :**
Il conviendra de se reporter aux articles L122-4 à L122-7 et R122-7 à R 122-8 du code de l'environnement.
- **La Participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement :**
Il conviendra de se reporter aux articles L123-1 et L123-2 et R123-1 à R123-2 du code de l'environnement.

Ces articles sont consultables sur le site LEGIFRANCE : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

- **Les captages d'eau** qui permettent l'alimentation en eau potable de la population doivent être préserver de toute pollution. Pour préserver la qualité de l'eau, le Code de la Santé Publique impose la mise en place de périmètres de protection et régleme les activités autour de ces prises d'eau. L'activité agricole peut, à certains titres, impactés la qualité de l'eau prélevée. Aussi, renseignez-vous sur les interdictions ou les prescriptions à respecter auprès du service urbanisme de votre mairie avant d'entreprendre toute activité.

Pour une cartographie, consultez le site :

http://www.reunion.developpement-durable.gouv.fr/IMG/jpg/B2_captages_v2013-01_cle73771b.jpg

- **Le Plan de prévention des risques naturels sur le territoire de la Commune de Saint-Joseph :**

Consultez le site:

- http://www.peigeo.re:8080/map/PPR/PPR_COMMUNE/97412.html#12/-21.3017/55.6629

- **La notion de Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) (source : DEAL)**

Consultez le site :

<http://www.reunion.developpement-durable.gouv.fr/qu-est-ce-que-l-inventaire-znieff-a753.html>

- **La Réglementation relative au respect de Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales pour l'exploitation d'un terrain agricole à La Réunion visée par l'Arrêté Préfectoral n°STEF-2024-1.D du 28 juillet 2024 relatif aux bonnes conditions agricoles et environnementales à La Réunion (BCAE).**

Cet arrêté est consultable sur le site de la DDAF :

<https://daaf.reunion.agriculture.gouv.fr/arrete-prefectoral-relatif-aux-bonnes-conditions-agricoles-et-environnementales-a3250.html>

- **La Réglementation des ZNT (zones non traitées) points d'eau issue de l' arrêté ministériel du 4 mai 2017, décliné à La Réunion par l' arrêté préfectoral n°2481-2023-SG/SCOPP/BCPE du 14/11/2023.**

Consultez le site :

<https://www.reunion.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eau-et-milieux-aquatiques/Les-Zones-Non-Traitees-ZNT-aux-abords-des-points-d-eau/Les-zones-non-traitees-points-d-eau-ZNT-points-d-eau>

II. À L'URBANISME

Les dispositions relatives à l'urbanisme dans le contexte des friches concernent :

- **La législation relative aux Espaces Boisés Classés (EBC) :**

Il conviendra de se reporter au Code de l'Urbanisme et à ses articles A130-1 et s.

- **Le document d'urbanisme de la Commune qui fixe les règles d'occupation et d'utilisation du sol : ce qui est admis, ce qui est interdit et sous quelles conditions.**

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Joseph a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 26 juin 2019

Le PLU divise le territoire de la Commune en zones urbaines ou à urbaniser, en zones agricoles, naturelles et forestières. Il prévoit des emplacements réservés et délimite des espaces boisés classés (EBC) des zones d'aléas soumises à des risques naturels.

Le Règlement du PLU est consultable sur le site de la Ville de Saint-Joseph :

<https://saintjoseph.re/-Le-Plan-Local-d-Urbanisme->